

Le budget

possibilité de participer au débat, lequel risque autrement d'être compromis par un autre arrangement.

Je m'engage à veiller à ce que du temps soit alloué au NPD pour prendre part au débat. Je pense que le problème sera ainsi réglé et que nous n'aurons pas à revenir sur cette question aujourd'hui.

M. Taylor: Monsieur le Président, compte tenu de ce qui vient de se passer à la Chambre, je pense que par égard pour cette assemblée, nous devrions accepter la proposition du député.

Je tiens cependant à souligner que nous avons fait valoir dans notre intervention qu'il n'avait pas été correctement fait recours au Règlement dans ce cas, que ce soit dû au gouvernement ou au fait que nous avons l'impression que ce débat pourrait avoir lieu tôt.

Si le débat devait se poursuivre toute la soirée, nous savons que les néo-démocrates auraient vraisemblablement la possibilité d'intervenir. Le problème est que la mesure législative que le gouvernement a proposée et qu'il a l'intention de faire adopter ce soir, est peut-être inutile vu ce qui se passe en ce moment sur la côte ouest. Nous devrions examiner ce processus avant d'examiner la motion elle-même.

Le Président: Le dilemme devant lequel nous nous trouvons à la Chambre semble avoir de bonnes chances d'être résolu sans que nous ayons besoin de revenir en arrière.

Le député de The Battlefords—Meadow Lake a exposé son point de vue clairement et je l'en remercie personnellement. J'aurais sans doute dû utiliser le mot «débat». Je peux garantir au député que la prochaine fois je le ferai.

Ma décision est que la motion est adoptée. Je tiens à ce que cela soit bien entendu, mais je reconnais, bien sûr, l'accord du parti majoritaire pour laisser les députés participer intégralement au débat. Il semble bien qu'il y ait consentement unanime là-dessus. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Le Président: Je remercie les députés de leur collaboration.

M. Elwin Hermanson (Kindersley—Lloydminster, Réf.): Monsieur le Président, mon collègue, le député de Wild Rose, avait demandé que vous envisagiez la possibilité d'un débat d'urgence, précisément sur le sujet qui fait l'objet de ce projet de loi. Je pense que cette initiative confirme le sentiment du député qui estime que nous avons là une affaire très sérieuse dont la Chambre doit discuter.

Vu ces nouveaux développements, le député devrait retirer sa demande. Il semble superflu de demander un débat d'urgence, puisque nous avons maintenant la mesure législative que nous demandions hier.

Le Président: Je remercie le leader à la Chambre du Parti réformiste. Je regrette de ne pas avoir la possibilité d'entendre le député de Wild Rose. J'étais impatient de savoir ce qu'il avait à dire à la Chambre.

QUESTIONS AU FEUILLETON

M. Peter Milliken (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je demande que toutes les questions restent au Feuilleton.

Le Président: Est-ce d'accord?

Des voix: D'accord.

* * *

DEMANDES DE DOCUMENTS

M. Peter Milliken (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je demande que toutes les motions portant production de documents soient reportées.

Le Président: Est-ce d'accord?

Des voix: D'accord.

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

[Traduction]

LE BUDGET

L'EXPOSÉ FINANCIER DU MINISTRE DES FINANCES

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 14 mars, de la motion: Que la Chambre approuve la politique budgétaire générale du gouvernement.

• (1555)

L'hon. Ethel Blondin-Andrew (secrétaire d'État (Formation et Jeunesse), Lib.): Monsieur le Président, c'est un honneur pour moi de prendre aujourd'hui la parole à la Chambre pour discuter d'une question très importante pour l'avenir économique et social du Canada, soit le budget que le ministre des Finances a dévoilé il y a deux semaines.

Pour mieux comprendre les mesures prises par le ministre, je crois utile de rappeler les conditions économiques et financières dans lesquelles nous avons pris le pouvoir, il y a seulement 16 mois. Le niveau de chômage et les taux d'intérêt étaient élevés, les profits des entreprises étaient en chute libre, les faillites d'entreprises atteignaient des niveaux records. Bon nombre de Canadiens avaient littéralement perdu tout espoir. Nous avons hérité d'une énorme dette nationale et d'un déficit croissant qui menaçaient notre avenir économique et social.

C'était un défi de taille à relever, mais nous l'avons attaqué de front et avons établi comme objectifs prioritaires la création d'emplois, la croissance économique et la responsabilisation financière du gouvernement.

[Français]

Le Président: Mes chers collègues, si vous devez discuter de certaines choses, je vous demanderais de le faire derrière les rideaux. Je redonne maintenant la parole à la secrétaire d'État.